
AGNIESZKA MONIAK-AZZOPARDI

POUVOIR RELIGIEUX ET POUVOIR POLITIQUE

DEPUIS L'ÉCLATEMENT DE L'URSS EN 1991, la Fédération de Russie est majoritairement peuplée par des Russes. Près de 80 % d'entre eux se disent orthodoxes¹ bien que le nombre des pratiquants ne dépasse pas 6 %². L'Église orthodoxe russe du patriarcat de Moscou est, ainsi, la principale communauté religieuse du pays.

Les juifs de Russie, persécutés avant et après la Révolution de 1917, ont massivement quitté le pays après 1988. En 1999, ils n'étaient que 300 000, rassemblés dans une centaine de communautés³, et en 2003 leur nombre est encore tombé à 230 000 personnes, soit 0,2 % de la population. Les musulmans, pour leur part, se concentrent principalement au sud et dans le district de la Volga qui regroupent respectivement 15 et 13 % des musulmans russes. Il est difficile de chiffrer le nombre exact de musulmans en Russie. Vladimir Zorine, ministre des Nationalités, parle de plus de 14 millions de musulmans en Russie, soit 10 % de la population⁴. Les autres communautés sont peu nom-

1. D. Furman et K. Kaariainen, *Staryie tserkvi i novyie verouiochtchie* (Anciennes églises et nouveaux croyants), Saint-Pétersbourg-Moscou, Letnii Sad, 2000.

2. FOM (*Fond obchtchestvennogo mneniia* – Fondation pour l'étude d'opinion publique), 19-20 juin 2004, étude de E. Vovk, *Patriarch Alexy as a Religious Leader and Political Figure*; B. Dubin, « Religioznaia vera v Rossii devianostykh godov » (La croyance religieuse dans la Russie des années 1990), *Monitoring Obchtchestvennogo mneniia* (Monitoring de l'opinion publique), n° 1, janvier-février 1999, p. 37.

3. S. Filatov et R. Lukin, *Konets 90-godov : vozrozhdenie religioznoi neterpimosti* (La fin des années 1990 : renaissance de l'intolérance religieuse), Moscou, Carnegie, 1999, p. 140.

4. Interfax, 10 novembre 2003, www.gateway2russia.com/st/art_166645.php; Les leaders musulmans font état de 15 à 20 millions de personnes, soit 15 % de la population. *Soviet muftiei Rossii, Islam i musulmane v Rossii* (Conseil des muftis de Russie, Islam et musulmans en Russie), Moscou, KDT, 1999, p. 163-165.

breuses. Les bouddhistes comptent 600 à 800 pratiquants à Moscou et à Saint-Pétersbourg et des milliers de sympathisants⁵. Les catholiques, les protestants de diverses branches, les membres de nouveaux mouvements religieux désignés souvent comme sectes et aussi les orthodoxes sous la juridiction d'autres patriarchats constituent 1 à 2 % de la population.

Le paysage religieux russe est donc structuré en faveur de l'orthodoxie dont les dirigeants cherchent sans relâche à renforcer la position. L'Église orthodoxe jouit d'une préférence politique évidente. Le préambule de la loi sur la liberté de conscience de 1997 reconnaît « la contribution spéciale de l'orthodoxie à l'histoire de la Russie, à l'établissement et au développement de la spiritualité et de la culture en Russie⁶ ». Il nomme par ailleurs les religions « traditionnelles » : le christianisme (curieusement dissocié de l'orthodoxie !), le judaïsme, l'islam et le bouddhisme.

Vladimir Poutine a hérité de l'époque eltsinienne de relations complexes entre l'État et les organisations religieuses. Dès le début de sa présidence, il a prôné le rétablissement de l'ordre et le renforcement de l'autorité de l'État. Son administration tente de s'immiscer dans les affaires religieuses. Une relation particulière et forte lie le pouvoir politique et la hiérarchie orthodoxe. Par contraste, les autres confessions de Russie ont des relations beaucoup plus difficiles avec le pouvoir politique. La tragique prise d'otages dans une école de Beslan, en Ossétie du Nord, en septembre 2004, a accentué ce clivage. Le rapport entre le religieux et le politique s'inscrit, en ce sens, dans le contexte actuel marqué par le recul de l'espace non étatique et par le contrôle plus serré sur la vie publique russe. Le religieux apparaît donc comme un indicateur des tendances politiques et sociales.

L'ORTHODOXIE RUSSE ET LE RÉGIME POUTINIEN

« L'Église n'a pas l'intention de conclure "un mariage politique" (avec l'État). Elle a une autre vocation, celle d'indiquer aux hommes le chemin

5. V. Porekh, « Rousskii buddizm kak eto vozmojno ? » (Le bouddhisme russe, comment est-ce possible ?), *Religia i obchtchestvo. Otcherki religioznoj jizni sovremennoi Rossii* (La religion et la société. Études de la vie religieuse en Russie contemporaine), Moscou-Saint-Pétersbourg, Letnii Sad, 2002, p. 398, texte p. 383-400.

6. Le préambule de la loi de 1997, voir M. Elliott, S. Corrado, « The 1997 Russian law on religion: the impact on protestants », *Religion, State and Society*, n° 1, 1999, p. 109-134; M. Bordeaux, « Religion reviews in all its variety: Russia's regions today », *ibid.*, vol. 28, n° 1, 2000, p. 11.

vers la vie éternelle⁷... » Cette déclaration du patriarche Alexis II, dirigeant de l'Église orthodoxe russe, sonne bien faux aujourd'hui. L'Église orthodoxe dispose de la Conception sociale, adoptée lors du Concile des archevêques en août 2000, qui donne un cadre officiel aux relations entre la hiérarchie religieuse et le pouvoir politique à différents niveaux. Ce document, comme de nombreux autres textes, dévoile le caractère contradictoire des discours et des actes de l'institution ecclésiale.

Aucune déclaration n'empêche les hiérarques orthodoxes de participer directement ou indirectement à la vie politique du pays. Depuis la fin de l'URSS, les hiérarques orthodoxes ont activement pris part aux campagnes électorales. Au moment de la transmission du pouvoir entre Boris Eltsine et Vladimir Poutine le 31 décembre 1999, Alexis II fut le seul représentant religieux invité à la cérémonie. Cependant, lors de l'investiture du nouveau président, élu en mars 2000, d'autres repré-
95

sentants religieux étaient également conviés. La campagne présidentielle de 2000 laissa une large place à la hiérarchie orthodoxe, notamment au métropolite Kirille⁸ qui coopère étroitement avec Guerman Gref⁹. Un scénario semblable s'est déroulé en mars 2004. Le patriarche a appelé au « vote pour un candidat juste », et le métropolite Kirille a participé ouvertement à la campagne en faveur de Poutine. L'Église orthodoxe propose aux acteurs politiques à court d'idées fortes ses propres idées et travaux idéologiques. Le patriarche joue plutôt un rôle symbolique dans les relations entre l'Église et l'État. Le métropolite Kirille, pour sa part, apparaît comme un créateur de « programmes orthodoxes » pour la Russie. Sa collaboration étroite avec le pouvoir politique atteste l'attractivité de l'offre ecclésiale.

Tout au long des années 1990, les hiérarques de l'Église orthodoxe ont marqué le travail parlementaire par leur appui accordé aux projets de lois restrictives sur la liberté de conscience. Leur présence majoritaire dans les commissions parlementaires, gouvernementales et présidentielles travaillant sur les questions religieuses garantit *de facto* une possibilité d'intervention significative. L'arrivée de Poutine a accentué la tendance : toutes les lois concernant les confessions et la liberté de conscience ont été remises en question depuis 2000.

7. *Le Messager orthodoxe*, 28 mai 1991, n° 115, p. 30.

8. Chef du département des affaires extérieures du patriarcat.

9. Guerman Gref, président de la campagne poutinienne, auteur de son programme. A. Verkhovskoi, « *Bespokoinoie sosiedstvo: RPC i putinskoie gosoudarstvo* » (Un voisinage troublant : Église orthodoxe et État poutinien), in *Rossia Poutina: Pristrastnyi vzgliad* (La Russie de Poutine : un regard partial), *Tsentri Panorama*, Moscou, mars 2003, p. 80.

Deux nouveaux projets de conception de la politique confessionnelle furent publiés en 2001. Le 5 juin 2001, la Direction générale du ministère de la Justice propose le premier texte de Vladimir Jbankov et d'Igor Ponkine. Trois jours plus tard, le département religieux de l'Académie russe du service étatique publie un autre projet de Nikolai Trofimitchouk. Le premier texte est soutenu par les leaders religieux, y compris les musulmans. Le 6 novembre 2001, commence dans le Conseil gouvernemental pour les affaires religieuses, dirigé par Andreï Sebentsov, le travail de la révision de la loi de 1997 sur la liberté de conscience. Le Conseil pour les affaires religieuses de la Douma, dirigé par le communiste V. Zorkaltsev, entreprend de son côté le travail sur sa propre conception de la politique confessionnelle et sur la révision de la loi de 1997.

96 Ces débats opposent les pro-orthodoxes, notamment les communistes pour qui l'orthodoxie constitue une référence à la russité et au patriotisme, et ceux qui veulent encore durcir la réglementation, aux pro-libéraux, certains membres d'Edinaia Rossia, parti du pouvoir, et quelques démocrates. L'administration poutinienne n'a jamais manifesté de véritable intérêt pour ces discussions.

Le patriarcat est par contre fortement intéressé par les projets de conception et la révision des lois. Une reconnaissance législative de son statut particulier constitue l'enjeu principal de sa démarche. L'Église orthodoxe veut être en première ligne des débats étatico-religieux, se garantir des privilèges, placer ses acteurs. Ainsi, le 25 septembre 2002, lors de la création d'un Conseil d'experts sur la politique nationale et sur les questions religieuses dans le district de la Russie centrale¹⁰, le père Antonii Iline a été élu à la tête d'une commission des relations religieuses. Le père Iline est membre du Département des affaires extérieures du patriarcat, dirigé par l'influent métropolite Kirille. Georgui Poltavtchenko, représentant présidentiel en Russie centrale, est très lié au métropolite.

Dans les régions, l'intérêt ecclésial se traduit par une participation conjointe du pouvoir et des religieux dans l'élaboration des stratégies et des programmes pour le développement local. Ce fut le cas à Perm, en juillet 2002, quand les muftis de la Direction centrale de Talgat Tadjouddin, les prêtres orthodoxes et le gouverneur Iouri Troutnev débattaient activement de la conception des relations entre l'État et les

10. En 2000, sept districts administratifs ont été créés. Chacun est dirigé par le représentant plénipotentiaire du président.

organisations religieuses¹¹. Ils ont proposé un projet de conception pour la politique confessionnelle.

Les hiérarques luttent par ailleurs contre la liberté de conscience, déplorée comme un mal dans la Conception sociale de l'Église orthodoxe¹², et contre les confessions qui dérangent. Le 27 mai 2004, Kirille a pris part au débat sur la législation concernant la liberté de conscience à la Douma. Il s'est opposé radicalement à la « libéralisation cachée » de la loi de 1997¹³ et a souligné le besoin urgent de limiter les activités des missionnaires. Les autres figures de l'orthodoxie partagent cette idée, comme le père Vsevolod Tchaplina, ex-porte-parole du patriarcat, le métropolite Gédéon de Stavropol, l'archevêque de Kursk et de Rylsk Iouvenalii et même le métropolite Mefodii Nemtsov. Selon ce dernier, l'État russe devrait se construire sur la base spirituelle de l'orthodoxie, sa société civile devrait rejeter le modèle occidental au profit d'une union morale et spirituelle propre à l'orthodoxie¹⁴.

97

L'Église orthodoxe est soutenue par de nombreux acteurs politiques. Georgui Poltavtchenko collabore étroitement avec le métropolite Kirille. Les communistes, comme Viktor Zorkaltsev¹⁵, chef du Comité pour les organisations sociales et religieuses auprès de la Douma, son remplaçant Alexandre Tchouev, leader du parti chrétien démocrate russe, Petr Latychev, représentant de Poutine dans le district de l'Oural, s'engagent quotidiennement pour l'orthodoxie et ses idéaux. Le lien que les communistes ont su établir avec l'Église orthodoxe est surprenant. Dès les législatives de 1995 et la présidentielle de 1996, les communistes ont ouvertement cherché le soutien de la hiérarchie orthodoxe. Ils ont publié de nombreux textes défendant la liberté de conscience, visant ainsi à rassurer les orthodoxes sur le changement radical de la politique communiste. Aujourd'hui, les communistes font partie de toutes les organisations pro-orthodoxes qui se réclament de la tradition russe marquée par l'orthodoxie.

Tous les acteurs politiques russes parrainent l'Église orthodoxe dans sa lutte contre les sectes et les nouveaux mouvements religieux.

11. 3 juillet 2002, www.islam.ru/press/rus/2002-07-03/?single=618.

12. Première Conception sociale dans l'orthodoxie, adoptée lors du Concile des archevêques, en août 2000.

13. www.portal-credo.ru/site/print.php?act=news&id=22705.

14. Métropolite de Voronej et de Lipetsk, Mefodii Nemtsov, *Rousskaïa linia* (Ligne russe), 15 décembre 2001, www.rusk.ru/news/01/12/new15_1éa2.htm.

15. Déclaration du Département des affaires extérieures du patriarcat, 26 janvier 2002, www.russian-orthodox-church.org.ru/nr201253htm.

Le danger d'extrémisme religieux et d'expansion des missionnaires étrangers est pris très au sérieux. Toutefois, la loi adoptée le 10 juillet 2002 sur l'opposition aux activités extrémistes ne mentionne pas le danger d'extrémisme religieux. Les patriotes orthodoxes ne cessent pourtant pas de se battre pour une reconnaissance législative de l'extrémisme religieux et donc pour une dénonciation de ce danger dans une loi¹⁶.

Les orthodoxes et le pouvoir s'accordent sur la nécessité d'éducation religieuse dans les écoles. Dès le début de la présidence poutinienne, la matière «Fondements de la culture orthodoxe» est introduite dans l'enseignement, à titre optionnel. Or, les conditions matérielles d'éducation en Russie, notamment le manque de classes, obligent *de facto* des enfants de différentes origines religieuses à suivre cet enseignement.

98 Vladimir Poutine et son administration participent à ce processus. Si, à l'époque Eltsine, l'intérêt politique pour l'Église orthodoxe se limitait à des gestes symboliques (comme l'attribution au patriarche de Moscou d'une résidence au Kremlin) et à quelques conflits significatifs (par exemple, celui autour des restes de la famille impériale en 1998), Poutine parle quant à lui volontiers de la place de l'orthodoxie dans la reconstruction de la nation. Par ses rappels aux valeurs, par l'aura médiatique de ses visites «secrètes» dans les hauts lieux de l'orthodoxie, Poutine se distingue de son prédécesseur. Lors de ses vacances, en août 2001, dans le monastère des îles Solovki, Poutine a souligné: «Depuis des siècles notre pays a été appelé la Sainte-Russie... Sans la foi orthodoxe, sans la culture fondée sur elle, la Russie ne pourrait exister¹⁷...»

Dès le début de sa présidence, la religiosité de Poutine a fait l'objet d'une grande discussion dans la presse¹⁸. L'archimandrite Tikhon Chevkounov, connu pour ses opinions conservatrices, a été désigné comme père spirituel de Poutine, mais ni le président ni le prêtre n'ont confirmé ces suppositions. Cependant, le patriarche de l'Église orthodoxe tient publiquement des discours attestant la foi de Poutine: «Vladimir Poutine est quelqu'un de très bien, un homme profondément honnête. Il n'a pas de problème avec ses convictions religieuses... C'est une belle famille chrétienne¹⁹...»

16. La conception de 1997 a mentionné l'orthodoxie. Celle de 2000, signée par Poutine, parle seulement du danger d'expansion des États voisins.

17. www.russian-orthodox-church.org.ru, accès le 30 janvier 2002.

18. Par exemple, «Poutin i ego semia khristianie. Eto Glavnoje» (Poutine et sa famille, ce sont des chrétiens. C'est le principal), *Izvestiia*, 7 décembre 2001.

19. Interview d'Alexis II, in *Komsomolskaïa Pravda*, 24 décembre 2002.

Or, cet attachement déclaré à l'orthodoxie fléchit souvent dans d'autres circonstances. En décembre 2001, ouvrant l'Assemblée mondiale du peuple russe²⁰, Poutine a dit : « La Russie a toujours été le pays de la multitude des cultures nationales indépendantes et des croyances. La Russie a unifié et unifie les nations de l'Europe et de l'Asie, l'orthodoxie et l'islam, le bouddhisme et le judaïsme²¹. » Le pluralisme est ainsi affirmé, du moins officiellement. De même, fin mai 2004, saluant les musulmans le jour du centenaire de la mosquée de Moscou, le président a affirmé : « Je veux vous assurer que nous, les représentants de l'État, étant redevables devant les acteurs religieux – musulmans, chrétiens, représentants d'autres confessions –, nous allons vous soutenir de toutes les manières possibles²². » Ce soutien est toutefois fortement conditionné.

Des crises secouent de temps en temps la relation entre l'Église et le Kremlin. En août 2000, après l'adoption par l'Église de la « Conception sociale », le gouvernement a voulu obtenir des explications concernant notamment la préférence orthodoxe pour la monarchie. En 2001, le métropolite Kirille est devenu « trop influent » au goût de l'administration poutinienne²³, qui a dénoncé son activité sur les pages de www.strana.ru avec l'aide de la « Fondation pour la politique effective » de Gleb Pavlovski, collaborateur de Poutine.

99

LES CONFESSIONS TRADITIONNELLES EN DIFFICULTÉ

Les autorités politiques en Russie abordent les mouvements religieux en les classant en « sectes », « religions traditionnelles » et « religions non traditionnelles ». Toutefois, cette classification évolue dans le temps et s'applique selon une géométrie variable. Parfois, les religions appelées « traditionnelles » posent problème aux gouvernants.

C'est le cas de l'islam. Les actes terroristes perpétrés en Russie et dans le monde ont encouragé le pouvoir russe à mieux réguler la migration en provenance des zones potentiellement dangereuses et à une manipulation encore plus marquée des structures organisationnelles de l'islam. L'augmentation rapide du nombre des musulmans et l'influence

20. Vsemirnyi rousskii sobor : organisation fondée officiellement en 1995, rassemblant toutes les forces politiques et dirigée *de facto* par la hiérarchie orthodoxe.

21. www.russian-orthodox-church.org.ru, accès le 10 janvier 2002.

22. www.strana.ru/print/216416.html, le 26 mai 2004.

23. G. Fagan, « Neojidannyie otkrovenia... » (Les découvertes inattendues...), *Nezavisimaia gazeta-religiï*, 26 septembre 2001.

étrangère sur l'islam de Russie semblent obliger le pouvoir à garantir la domination des courants islamiques les plus loyaux et les plus faciles à encadrer. Une des variantes de cette politique est le projet « Islam russe » développé par les conseillers de Sergueï Kirienko, représentant de Poutine dans le district fédéral de la Volga : Sergueï Gradirovskii et Petr Chtchedrovitskii. Selon Kirienko²⁴, ce projet fut commandé par l'État. Il vise le développement d'un islam propre à la Russie qui, coopérant avec l'orthodoxie, garantirait l'intégration des musulmans et leur russité. Ainsi, la Russie serait libérée du conflit des civilisations qui divise le monde. Concrètement, la création d'une ou de plusieurs écoles musulmanes sous l'autorité de l'État et sous son contrôle pourrait permettre d'inclure l'islam dans « l'identité russe » et garantir « l'adaptation de celui-ci à l'État russe et à son contrôle »²⁵.

100 Ce projet suscite beaucoup de critiques. Les orthodoxes parlent de prosélytisme musulman, de propagation du wahhabisme et de diminution de leurs droits dans le sud de la Russie. Les musulmans, eux-mêmes, voient dans ce projet un danger de schisme dans la communauté et une provocation politico-religieuse²⁶.

Il faut souligner que les musulmans russes ne jouissent pas du même soutien s'ils appartiennent à la Direction centrale spirituelle des musulmans de Russie, dirigée par Talgat Tadjouddin, ou à la Direction spirituelle des musulmans de la Russie centrale, dirigée par Ravil Gainoutdin (président du Conseil des muftis de Russie). Les deux leaders ne cessent de se disputer. Les causes en sont multiples, mais le conflit s'articule autour d'un soutien étatique et présidentiel. Les moyens financiers accordés à Gainoutdin dépassent de près d'un milliard de roubles ceux accordés à Tadjouddin en 1995²⁷. Dès l'arrivée de Poutine, Gainoutdin trouve facilement sa place auprès du président, tandis que Tadjouddin cherche à devenir le numéro un dans l'Église orthodoxe. Gainoutdin a été, cependant, fortement lié avec le maire de Moscou, Iouri Loujkov, principal adversaire de Poutine en 1999 dans la course à la présidence. Ce n'est qu'avec le temps qu'il a réussi à entrer dans le cercle des proches de Poutine. Au printemps 2003, Tadjouddin appelle au *jihad* contre les États-Unis. Ainsi, il perd son

24. Proekt, *Rousskii Islam*, www.religion.sova-center.ru/discussions/18BAA14/194EB28?mode=full&print.

25. Ce sont les propos de S. Gradirovskii et de S. Perechleguin, *ibid.*

26. Mufti Farid Salman, vice-président de la Direction centrale spirituelle des musulmans de Russie, dans sa lettre à Poutine, *ibid.*, n° 51, 16 décembre 2002.

27. M. Pozdniaev, « Imamy i my » (Les imames et nous), *Novyie Izvestiia*, 21 janvier 2004.

autorité vis-à-vis du Kremlin qui, depuis le 11 septembre, développe une relation plus proche avec l'administration américaine. Le Kremlin ne veut plus l'inviter ni discuter avec lui.

Or, durant les rencontres traditionnelles de Poutine avec les leaders religieux, fin décembre 2003-début janvier 2004, le président n'omet pas Tadjouddin lors de son voyage à Oufa, au Bachkortostan. Dans le contexte d'accusation réciproque d'extrémisme et de wahhabisme entre les leaders musulmans, la rencontre avec Poutine peut être lue comme un changement de cours ou de préférence envers un des chefs musulmans. Il peut s'agir aussi d'une manipulation visant à déstabiliser cette communauté afin de mieux la contrôler. Le pouvoir essaie depuis un certain temps d'unir les musulmans sous l'égide du Haut Conseil musulman en cherchant une bonne candidature pour sa direction²⁸.

La médiatisation des conflits inter-musulmans doit beaucoup au développement de sujets islamiques après le 11 septembre 2001. Avant les attentats de New York, les questions musulmanes étaient peu traitées par l'agence RIA Novosti. Aujourd'hui, elles acquièrent toute leur importance dans le contexte des attaques terroristes et du conflit tchéchène. Le pouvoir veut trouver la légitimation de ses actes. La manipulation des conflits entre les dirigeants musulmans peut aussi servir ce but.

101

La communauté juive divisée entre le Congrès des communautés religieuses juives de Russie²⁹ et la Fédération des communautés juives de Russie³⁰ illustre parfaitement la manipulation étatique. Adolf Chaevitch, président du Congrès, a été privé de son poste au Conseil présidentiel des affaires religieuses de Poutine, quelques mois seulement après l'arrivée de celui-ci au pouvoir. Chaevitch fut soutenu à l'époque par Vladimir Goussinski, oligarque, peu apprécié au Kremlin. Boris Berezovski, qui à l'époque était très proche de Poutine, soutenait le rabbin Berl Lazar, président de la Fédération des communautés juives. Lazar fut donc élu au poste de rabbin principal de Russie en 2000³¹. Par conséquent, c'est Lazar aussi qui occupera le poste de

28. O. Nedoumov, M. Smirnov, « Ochibka prezidenta, ili tonkii rastchet » (La faute du président ou le calcul subtil), *Nezavisimaia gazeta*, 15 janvier 2003. Ravil Gainoutdin rassemble près de 49 % des communautés musulmanes, contre 25,2 % pour Talgat Tadjouddin.

29. Kongres evrejskikh religioznykh obchtchin i obedinenii Rossii.

30. Federacija evrejskikh obchtchin Rossii.

31. Ce poste n'existe pas dans le judaïsme, mais il a été voulu par le pouvoir poutinien afin de mieux gérer les communautés juives.

Chaevitch au Conseil présidentiel. Un personnage quasi inconnu, habitant pendant des années en Italie, devient en peu de temps le responsable de la communauté juive de Russie. Il est difficile de donner une explication fiable à cette promotion. Nous pouvons seulement affirmer que Poutine voit souvent Lazar en privé. Aucun de ses prédécesseurs n'avait l'habitude de rencontrer régulièrement les responsables juifs.

Les divisions internes touchent aussi les communautés bouddhistes de Russie. L'État manifeste peu d'intérêt face à ces groupes ultra-minoritaires. Ce n'est qu'en 2000 que les bouddhistes ont pu commencer la construction de leur temple à Moscou. Dispersés, divisés et peu nombreux, ils veulent se rassembler dans un Conseil de coordination³². *A priori*, l'État appuie cette idée, suivant la même logique développée face à toutes les confessions traditionnelles. L'Académie du service étatique auprès du président a signé un accord de coopération avec l'organisation du bouddhisme de Kalmyka, reconnu comme le plus traditionnel pour la Russie. Les séminaires entre les représentants étatiques et religieux sont organisés régulièrement, comme en juin 2004, lorsque les leaders bouddhistes ont rencontré les nouveaux présidents des Comités et des Conseils pour les affaires religieuses existant auprès de la Douma, du gouvernement et de l'administration présidentielle³³.

Les relations les plus conflictuelles concernent les confessions traditionnelles désignées dans le texte de loi de 1997 comme « le christianisme ». Le conflit entre l'Église orthodoxe et l'Église catholique est historiquement et théologiquement enraciné. Depuis plus de dix ans, la hiérarchie orthodoxe proteste contre le prosélytisme catholique en Russie. Quand, en février 2002, en respectant sa loi canonique, le pape change les administrations catholiques en diocèses sur le territoire russe, l'Église orthodoxe encourage des manifestations d'opposition et appelle au secours le monde politique russe. V. Jirinovski, leader du parti d'extrême droite, dit « libéral-démocratique », réunit, le 15 février 2002, les votes favorables pour l'envoi d'une recommandation au ministère des Affaires étrangères: « ne pas donner de visas aux repré-

32. A. Lampsi, « Zakon i tradytsia » (La loi et la tradition), *Nezavisimaia gazeta-religii*, n° 13, 11 juillet 2001.

33. www.religion.sova-center.ru/events/13B7354/13C96E0/3B021D1?print=on.

sentants du Vatican³⁴... ». Quatre prêtres et un évêque furent privés de visas en 2002, bien que les représentants du ministère aient récusé chaque fois toute responsabilité dans ces refus. En novembre 2002, le vice-ministre des Affaires étrangères, Aleksei Fedotov, a dit que la Russie « construit ses relations avec le Vatican en prenant en compte la position de l'Église orthodoxe³⁵ ». Cet événement constitue le plus grand acte d'hostilité envers les catholiques en Russie. Or, une multitude d'actions locales et nationales visent constamment cette communauté. Le vice-président du Conseil de la Fédération, V. Goregliad, soutient sur les pages de la *Nezavisimaia gazeta* que l'expansion catholique est une partie intégrante de l'expansion de l'Occident³⁶.

La situation est encore plus compliquée au sein des communautés protestantes et des nouveaux mouvements religieux appartenant au christianisme. Considérés souvent comme mouvements sectaires, malgré le dialogue œcuménique développé et mené depuis plusieurs années, les protestants russes peuvent au mieux aspirer au rang des minorités nationales et religieuses. Ils sont le plus touchés par les refus d'enregistrement administratif et par les interdictions de séjour en Russie. Entre 1997 et 2003, 54 protestants furent renvoyés de Russie, contre 15 musulmans, 7 catholiques, 3 bouddhistes, 3 mormons et 2 Témoins de Jéhovah³⁷. Les Témoins de Jéhovah sont, un peu partout en Russie, désignés comme coupables des conflits inter-religieux. De nombreuses communautés ne peuvent être enregistrées, les procès à leur rencontre se multiplient. La ville d'Irkoutsk compte plus de Témoins de Jéhovah que de protestants ou de vieux-croyants³⁸ à cause de la politique stalinienne d'expulsion vers la Sibérie des « minorités religieuses » ; les Témoins bénéficient là d'un vrai soutien politique et social³⁹. Il s'agit toutefois d'une exception.

103

34. www.credo.ru, 15 février 2002.

35. « Rossiia stroit otnochniia s Vatikanom s utchetom pozitsii RPC » (La Russie construit ses relations avec le Vatican en prenant en compte la position de l'Église orthodoxe russe), *Regiony Rossii* (Régions de Russie), 14 novembre 2002.

36. « Rossiia – rimskaiia provintsia » (La Russie – province romaine), *Nezavisimaia gazeta*, 19 mars 2002.

37. Données incomplètes de Marc Elliott sur www.religion.sova-center.ru/discussions/18BAA14/8FA5E9/389E1E2?print=on.

38. Les vieux-croyants constituent une communauté orthodoxe qui a refusé les réformes de l'Église orthodoxe sous le patriarche Nikon, au XVII^e siècle. Cette communauté est divisée par certaines divergences rituelles et dogmatiques en plusieurs groupes.

39. L. Uzzel, « Witnessing religious repression », *The Moscow Times*, 5 avril 2004.

LA LIBERTÉ REMISE EN QUESTION

104 Le pouvoir étatique n'est pas neutre face aux confessions. Dans le travail de révision législative, il privilégie ouvertement l'orthodoxie et ses propositions. Ce privilège n'est pas, toutefois, accordé gratuitement à l'Église orthodoxe russe. L'Institution ecclésiastique doit en échange soutenir les décisions étatiques. C'est le cas, par exemple, pour la guerre en Tchétchénie. Si la première guerre (1994-1996) est condamnée par la hiérarchie, la deuxième (depuis 1999) est légitimée. L'Église orthodoxe la qualifie de « sainte guerre », attribue des médailles aux généraux russes qui dirigent les opérations militaires, s'oppose à toute critique en soulignant que le gouvernement russe a pris les mesures les plus efficaces dans le but de stopper l'activité criminelle de nombreux groupes terroristes sur le territoire russe. La tragédie de Beslan a encore une fois montré la proximité particulière qui lie le pouvoir politique et les religions « traditionnelles » de Russie. Le patriarche Alexis II a tenu le même discours que le président Poutine et son entourage. Condamnant l'attaque, Alexis II a souligné que les terroristes, appelés « combattants pour la liberté », ont dévoilé leurs visages maléfiques en causant la mort d'innocents : « Je sais tout ce que vous avez fait (Vladimir Poutine), les membres de gouvernement et les structures de l'armée pour sauvegarder la vie des gens innocents⁴⁰. » Les représentants des religions traditionnelles, les principaux muftis de Russie, les rabbins, les lamas de communautés bouddhistes et le Centre des disciples de Krishna ont condamné l'attaque terroriste de Beslan. Seuls quelques muftis des régions, tout en soulignant le caractère antimusulman de cette action, ont osé élever la voix et poser la question sur l'origine de ces actes terroristes. Le mufti de la Direction centrale spirituelle pour la partie asiatique de Russie, Nafigoulla Achirov, a indiqué que la cause des attaques se trouve dans la gestion militaire du conflit en Tchétchénie. De même, le mufti du Tatarstan, Gousman Ischakov, et le mufti de la région de la Volga, Moukaddas Bibarsov, ont fait remarquer que le problème tchéchène devait être résolu avant tout par des moyens politiques et diplomatiques et non par la force. La négociation semble être, pour tous ces acteurs, le seul moyen de stopper les actes terroristes en Russie. Toutefois, aucun de ces représen-

40. Alexis II, « Pismo sviateichego Patriarkha Aleksii II Prezidentu Rossii V.V. Poutinu », www.mospat.ru/print/news/id/7559.html.

tants ne croit à la négociation tant que Poutine est président. Le Conseil interreligieux de la CEI a même appelé le 10 septembre à liquider physiquement tous les terroristes tchéchènes, « action juste et non interdite par les religions traditionnelles⁴¹ ». L'État russe peut encore une fois bénéficier du soutien des leaders religieux traditionnels qui donnent satisfaction au pouvoir politique dans la lutte contre le « terrorisme international ».

L'État russe peut se réjouir aussi du soutien orthodoxe dans l'affaire de la compagnie pétrolière russe Ioukos. En février 2004, pendant l'Assemblée mondiale du peuple russe, Sergueï Glazev, coprésident de l'Assemblée des citoyens orthodoxes, a présenté un projet de code des principes moraux et des règles économiques⁴². Le texte fut approuvé par Guenadiï Ziouganov, chef du Parti communiste, Georgui Poltavtchenko, Igor Ivanov, ministre des Affaires étrangères étroitement lié au métropolite Kirille, et par la hiérarchie orthodoxe présente, notamment le patriarche et le métropolite Kirille. Le texte de ce code, stigmatisant les corrompus et autres criminels, fait allusion au président de Ioukos, Mikhaïl Khodorkovski, emprisonné en octobre 2003⁴³. La privatisation porte ici le nom de « chemin de mensonge » et elle est déclarée inadaptée aux fondements de l'économie orthodoxe. Les idées exprimées dans ce code reflètent la position du Kremlin et de la majorité des Russes.

Il arrive, cependant, que certaines ailes conservatrices et patriotiques de l'Église russe entrent en conflit avec le pouvoir politique. Il s'agit de l'épineuse question de la démocratie et des libertés qu'elle garantit. Si la hiérarchie se contente de dénoncer dans les textes ecclésiastiques la laïcité, les modèles culturels et sociaux à l'occidentale, les patriotes orthodoxes vont beaucoup plus loin. Ils s'en prennent aux phénomènes mondiaux, à la globalisation, au développement économique même. Dès 1998, la présence du chiffre 666, symbole du Mal, dans les codes barres des produits destinés à la vente et dans les INN⁴⁴ (numéro d'identification de la personne imposable) fut dénoncée par

41. www.religion.sova-center.ru/events/13B74CE/14C8529/41D9B54?print=on.

42. A. Makarkin, « Vsemirnyi rousskii narodnyi sobor: tserkov, vlast i biznes » (L'Assemblée mondiale du peuple russe: Église, pouvoir et business), www.politcom.ru/20040211/print.

43. Mikhaïl Khodorkovski est à la tête de la compagnie pétrolière Ioukos. Arrêté en octobre 2003, il attend son procès en prison. Ioukos est au bord de la faillite. Voir www.portalcredo.ru/site/print.php?act=news&id=23119.

44. Identifikatsionnyi nomer nalogoplatelchtchika.

certaines orthodoxes. Les réunions et les pétitions se sont succédé pour demander aux ministères concernés de supprimer ces codes et ces numéros et de respecter ainsi les sentiments des croyants⁴⁵. Récemment, le même débat a concerné le changement des passeports intérieurs qui devraient être remplacés avant le 1^{er} juillet 2004. Plusieurs personnes ont refusé de le faire à cause de la présence « cachée » du chiffre 666 dans le nouveau modèle de document⁴⁶.

106 Ces phénomènes sont le fait d'une minorité active du clergé orthodoxe qui arrive à rassembler autour d'elle une partie des croyants, essentiellement les habitants des campagnes, des personnes âgées. Ce type d'action, largement médiatisé, prend rapidement de l'ampleur et provoque un débat divisant le monde religieux et politique. La tradition souvent évoquée à cette occasion devient un sujet de bataille entre les patriotes orthodoxes qui dénoncent la modernité et les sympathisants du progrès et de la démocratie. Même si ces actions relèvent de l'extrême, le retour à la « tradition », où l'orthodoxie occupe une place importante, facilite la tâche de certains politiciens. Il permet de légitimer les persécutions, y compris celles de la guerre en Tchétchénie, et le contrôle des autres confessions, moins dociles ou moins manipulables, par le pouvoir.

L'État arrive parfois à gérer les questions internes des autres confessions. Ainsi, quelques jours avant le Concile de l'Église orthodoxe des vieux-croyants, les membres du Concile ont reçu plusieurs représentants du FSB (ex-KGB) qui s'intéressaient aux relations entre les vieux-croyants et le patriarcat de Moscou. Les services spéciaux ont donné aussi quelques recommandations aux vieux-croyants, notamment sur le choix du futur patriarche⁴⁷. Dans tous les cas de restriction de la liberté religieuse pour les protestants, les catholiques et les autres, les discours proviennent toujours de la hiérarchie orthodoxe. Les actions législatives, les refus d'enregistrement ou de visa, les renvois du territoire sont, bien sûr, le fait de la puissance publique.

Les Russes qui se disent orthodoxes sont finalement moins croyants et pratiquants que les musulmans, les catholiques, les protestants ou les membres des nouveaux mouvements religieux. Près de 6 % de ceux

45. Par exemple : www.rusk.ru/news/00/12/new02_12a.htm.

46. « *Vot priedet Tchaplina...* » (Voilà Tchaplina va arriver...), www.newizv.ru/print/?id_news=8031; 13 juillet 2004.

47. L. Uzzel, www.religion.sova-center.ru/discussions/18BAA14/18FA5E9/389E1E2?print=on.

qui sont orthodoxes disent ne pas croire en Dieu. Ce pourcentage est encore plus élevé en ce qui concerne les dogmes et le respect des principes de la foi⁴⁸. Parallèlement, les Russes sont convaincus que l'Église orthodoxe jouera un rôle de plus en plus important en Russie (68 %), que le nombre des croyants ne cesse d'augmenter et que le patriarche Alexis II fait partie des personnalités influentes dans la vie politique et sociale du pays⁴⁹. Ces perceptions sont intéressantes à analyser dans un contexte religieux morose. Les paroisses sont peu fréquentées. Quelques lieux de l'orthodoxie ouverte au dialogue subsistent ici et là, mais sans progresser. L'Église orthodoxe a besoin de plus de moyens pour renforcer sa position et influencer la société. L'État aide l'Église à reconstruire certains bâtiments ou monastères comme faisant partie intégrante du patrimoine historique et culturel. Il refuse cependant de soutenir les programmes sociaux ou la présence de l'Église dans les médias. 107

Le contexte politique et religieux a changé avec la présidence Poutine. Deux procès en cours mettent en scène des modes inquiétants de contrôle politique. Portant sur des problèmes différents, ces affaires touchent à l'avenir de la liberté en Russie. D'un côté, se trouvent les employés du centre Sakharov accusés d'avoir organisé en janvier 2003 l'exposition « Attention, la religion » ; de l'autre, le milliardaire du pétrole Mikhaïl Khodorkovski accusé de malversations financières. Le 15 juin 2004 a commencé le procès de Iouri Samodourov et de son équipe qui sont menacés de cinq ans d'emprisonnement pour propagation de haine religieuse : l'exposition organisée par les accusés montrait des œuvres utilisant la symbolique religieuse (icône, représentation du Christ, etc.) comme objets d'expression artistique. Quatre jours après son ouverture, elle fut détruite par les « croyants orthodoxes ». Le tribunal a innocenté les destructeurs, et l'Église orthodoxe les a qualifiés de héros. Une commission d'experts a été créée pour examiner l'affaire ; les députés ont demandé la mise en accusation des artistes et des organisateurs. Cette démarche est hautement politique. Elle vise non seulement la liberté religieuse mais la liberté tout court. Le centre Sakharov à Moscou affiche fièrement, comme peu d'endroits en Russie, son opposition à la guerre contre les Tchétchènes, aux nouvelles lois restrictives concernant les médias, bref au système poutinien et à ses

48. Enquête du Centre Levada auprès de 1 600 personnes, 20-23 mars 2003.

49. E. Vovk, *Patriarch Alexy II as a Religious and Political Figure*, FOM, 19-20 juin 2004, enquête et interview auprès de 1 500 personnes, www.fom.ru.

règles⁵⁰. Une telle exposition « blessant les sentiments des orthodoxes », et exclusivement des orthodoxes, est un bon prétexte pour s'en prendre au symbole de la lutte pour la liberté et le respect des droits de l'homme.

Le paysage religieux russe est fortement marqué par le triple lien entre le religieux, l'ethnique et le politique. Le pouvoir dirigeant mène une politique engagée favorisant ouvertement l'orthodoxie et imposant des contraintes aux autres religions. La dernière vague d'attentats, et particulièrement la prise d'otages de Beslan, conforte une orientation inquiétante qui est d'amalgamer l'islam officiel au terrorisme. Une telle politique n'est rassurante pour aucune des confessions.

108

R É S U M É

Depuis la chute du communisme, les autorités russes ne réussissent pas à élaborer une véritable politique confessionnelle. Prisonnier de l'héritage historique, le monde politique privilégie dans certaines situations la plus grande institution ecclésiale de Russie – l'Église orthodoxe. Il s'agit cependant, la plupart du temps, d'un soutien qui sert des intérêts en retour. Les autres confessions établissent avec le pouvoir politique des relations complexes marquées par les divisions et les conflits. La situation religieuse en Russie aujourd'hui atteste le recul des libertés.

50. B. Altsuler, membre du Groupe Helsinki, www.hro.org, et tous les documents sur ce sujet.

BIBLIOGRAPHIE

- J.-Y. Calvez, « Une doctrine sociale de l'orthodoxie russe », *Études*, avril 2001, p. 511-520.
- S. Filatov, *Religia i obchtchestvo. Otcherki religioznoi jizni sovremennoi Rossii*, Moscou-Saint-Pétersbourg, Letnii Sad, 2002.
- D. Furman, K. Kaairianen, *Staryie tserkvi novyie veroviouchtchie*, Moscou-Saint-Pétersbourg, Letnii Sad, 2000.
- H. Isham, N.M. Shklyar (eds), *Russia's Fate Through Russian Eyes: Voices of the New Generation*, Boulder, Westview Press, 2001.
- Z. Knox, « The symphonic ideal: the Moscow patriarchate's post-Soviet leadership », *Europe-Asia Studies*, vol. 55, n° 4, 2003, p. 575-596.
- V. Novik, *Pravoslave, khristianstvo, demokratia*, Saint-Pétersbourg, Aleteia, 1999.
- S. Peyrouse, *Des chrétiens entre athéisme et islam*, Paris, Maisonneuve & Larose/IFEAC, 2003. 109
- K. Rousselet, « Les enjeux du pluralisme religieux en Russie post-soviétique », *MOST Journal on Multicultural Societies*, vol. 2, n° 2, UNESCO, 2001, version électronique.
- L. Uzzel, « Autocracy or theocracy ? », *The Moscow Times*, 29 juillet 2004.
- Verkhovskii, E. Mikhailovskaïa, V. Pribylovskii, *Rossia Poutina, Pristrastnyi vzgliad*, Moscou, Centre Panorama, 2003.